

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 3164

75 - Paris

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIÉTAIRES

Modifications

Déclaration à la préfecture de Paris

ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE GENERALE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER VISALTO

Nouvel objet : propriété des volumes 16, 20, 22 et 87, dont la désignation est énoncée ci-dessus, et des locaux, ouvrages, équipements, matériels et aménagements qui s'inséreront et qui présenteront un intérêt collectif aux membres de l'association, savoir : le volume 16 : bassin de rétention au R-1 desservant la résidence de tourisme classée, la résidence étudiante et deux commerces ; le volume 20 : local CPCU ; le volume 22 : bassin de rétention au R-1 desservant les bureaux et la résidence étudiante ; le volume 87 : Tréfonds du Terrain et voies arrières, mur de soutènement, espaces verts, compteur général d'eau et local poste public EDF ; mettre en œuvre, le moment venu, les actions à l'encontre de la SNC PARIS INDOCHINE, prise en qualité de constructeur au titre des garanties dues par les constructeurs d'immeuble neuf, notamment, au titre de la garantie des vices et défauts de conformité apparents dans les conditions par l'article 1642-1 du code civil, ou au titre des garanties énoncées aux termes des articles 1792 et suivants du code civil ; gestion des locaux, ouvrages, équipements, aménagements et matériels d'intérêt collectif que l'association en ait la propriété, ou non et s'agissant de l'Ensemble Immobilier, notamment : les locaux techniques compris au sein des volumes ci-dessus énoncés au titre CPCU, de la voie pompiers et livraison, des bassins de rétention, leurs accès et équipements ; le mur de soutènement du talus et ses tirants d'ancrage objet de la servitude bénéficiant au volume 87 de l'EDDV énoncée sous l'article 29 ci-après ; l'armoire compteurs d'eau ; le local EDF Poste Public ; assurer le respect de l'ensemble des servitudes générales et particulières établies sous l'article 9 de l'EDDV et de ses Modificatif EDDV2 et Modificatif EDDV3 et notamment les servitudes grevant et bénéficiant aux volumes 16, 20, 22 et 87 ci-après relatées sous l'article 29 ; répartition des dépenses de gestion et d'entretien des locaux, ouvrages, équipements, matériels et aménagements d'intérêts collectifs sus-énoncés entre les membres de l'association concernée dans le cadre des dispositions relatives à la répartition des charges de toute nature établies statutairement, ainsi que le recouvrement de toute somme due à l'association et le paiement des

dépenses de ladite Association ; contrôle du respect des règles édictées à l'EDDV et ses modificatifs, comme aux présents statuts de l'association ; exercice des pouvoirs le cas échéant spécialement conférés à l'Association ou à son représentant par lesdits statuts, ainsi que la mise en œuvre des actions tendant à faire respecter les servitudes de l'EDDV et ses modificatifs, règles, restrictions d'usage, charges et conditions créées ou reprises dans les statuts de l'Association ; reconstruction des parties détruites desdits ouvrages et équipements d'intérêts collectifs en cas de défaillance des propriétaires des volumes concernés ; établir ultérieurement tous nouveaux aménagements, ouvrages et équipements présentant un intérêt collectif aux membres de l'Association ou à certains d'entre eux ; contrôle de l'harmonie de l'Ensemble Immobilier et de son bon entretien, tant pour ce qui concerne les espaces et équipements d'intérêt général, que pour les volumes, ouvrages et équipements privatifs ; études, démarches, négociations, passation de contrats et marchés avec toutes administrations et collectivités locales ou toutes entreprises privées nécessaire à la réalisation de son objet ; l'Association assumera toutes les dépenses en conséquence de ce qui précède ; cession éventuelle à toute collectivité publique d'ouvrage ou volumes lui appartenant le cas échéant ; souscription de toutes polices d'assurances nécessaires concernant les biens d'intérêt collectif ; représentation de ses membres en justice ; et généralement, l'accomplissement de toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet

Modifications statutaires : Articles 2, 4, 5, 9.4.2, 18

Siège social : 8 boulevard d'Indochine, 75019 Paris

Date de délivrance du récépissé : 28 février 2017